



Nations Unies

Assemblée générale

AG/PAL/1171

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

CLÔTURE À RABAT, MAROC, DE LA RÉUNION AFRICAINE DES NATIONS UNIES SUR LA QUESTION DE PALESTINE ET APPEL DES PARTICIPANTS AU CONSEIL DE SÉCURITÉ POUR AGIR CONCERNANT JÉRUSALEM

Les participants préviennent que les actions unilatérales d'Israël visant à modifier le statut et le caractère démographique de Jérusalem portent atteinte aux pourparlers de proximité

(Publié tel que reçu)

RABAT, Maroc, 2 juillet -- La Réunion africaine des Nations Unies sur la question de Palestine a pris fin aujourd'hui à Rabat, Maroc, et a été marquée par un appel au Conseil de sécurité l'exhortant à agir pour empêcher davantage de détérioration de la situation à Jérusalem-Est en raison des efforts d'Israël qui visent à modifier unilatéralement le caractère de la Ville.

« De telles actions unilatérales constituent des violations du droit international et entravent tout effort pour relancer les négociations sur le statut permanent entre Israël et les Palestiniens », selon le document final publié à la séance de clôture cet après-midi.

Organisée sous le thème « Renforcer l'appui des États africains à une solution juste et durable de la question de Jérusalem », la réunion de deux jours qui a été convoquée par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a examiné les moyens permettant de construire un consensus international autour d'une telle solution, avec les États africains et d'autres acteurs jouant un rôle dans cette initiative.

Lors des allocutions d'ouverture hier et des interventions en séance plénière hier et aujourd'hui, les participants ont souligné que Jérusalem constituait une question fondamentale de statut permanent et qu'un accord négocié à cet égard était une priorité pour toute réussite de la paix.

Dans leur document final issu aujourd'hui, les participants ont salué les efforts internationaux récemment renouvelés pour relancer le processus de paix au Moyen-Orient, y compris l'initiative des pourparlers de proximité de l'Envoyé spécial des États-Unis, M. George Mitchell.

En outre, les participants ont exprimé leur vive inquiétude que les négociations puissent être compromises par les activités israéliennes, telles que l'expansion des colonies, les démolitions de logements et les expulsions, les restrictions imposées à la résidence et à l'accès, les excavations aux alentours du complexe d'Al-Haram Al-Sharif et d'autres menaces aux résidents palestiniens, ainsi qu'au caractère multi-religieux de la Ville.

Ils ont appelé Israël à assurer que des mesures provocatrices ne soient pas prises dans la Ville, en particulier à ce stade délicat où l'objectif doit consister à renforcer la confiance et soutenir les négociations politiques. Ils ont également appelé à une solution négociée de la question de Jérusalem qui prendrait en

compte les préoccupations des deux parties, tout en assurant l'accès aux lieux saints de la Ville aux personnes de toutes les religions.

Le document final a également exprimé le soutien indéfectible pour la solution au conflit israélo-palestinien, fondée sur la coexistence de deux États, et a appelé à la réconciliation palestinienne et à une enquête crédible sur l'attaque de la flottille d'aide à Gaza, entre autres questions abordées. Il a appelé à la solidarité internationale à cet égard, en particulier en Afrique.

Avant la séance de clôture, les deux dernières sessions plénières de la Réunion ont eu lieu. Ce matin, la deuxième séance plénière s'est déroulée et a été marquée par les interventions de Abdelkebir Alaoui M'Daghri, Directeur général de l'Agence Bayt Mal Al-Qods Acharif à Rabat; Moshe Ma'oz, Professeur d'études islamiques et du Moyen-Orient à l'Université hébraïque de Jérusalem; Abdelaziz Aboughosh, Ambassadeur de Palestine en Malaisie; Meron Benvenisti ancien Maire adjoint de Jérusalem; et Ahmed Soboh, Ambassadeur de Palestine au Maroc.

Lors de cette séance plénière, les experts ont abordé la question de Jérusalem en tant que question de statut final. Notant la multiplicité des propositions sur ce sujet au siècle dernier, M. Benvenisti a appelé à un revirement de la théorie en faveur d'une action axée sur la poursuite du processus. Cependant, M. Soboh a estimé qu'on a déjà accordé trop d'importance à ce processus qu'on relance depuis le début à l'investiture de chaque nouveau gouvernement israélien. « Ce que nous exigeons c'est plus de paix et moins de processus », a-t-il déclaré, appelant à l'établissement d'un calendrier pour la mise en œuvre d'un accord global.

La troisième séance plénière, consacrée à l'établissement d'un consensus international sur une solution juste et durable de la question de Jérusalem, a eu lieu cet après-midi. Ont intervenu lors de cette session: Seydina Oumar Sy, ancien Ministre des affaires étrangères du Sénégal; Philip Wilcox, Président de la Fondation pour la paix au Moyen-Orient, sise à Washington, D.C.; Taj-Eddine El-Husseini, Professeur de droit international à l'Université Mohammed V de Rabat, Shlomo Molla, Membre de la Knesset, représentant du Parti Kadima, Soyata Maïga, Commissaire et Rapporteur spécial sur les droits des femmes en Afrique auprès de la Commission africaine des droits humains et des peuples; et Lucy Nusseibeh, Directrice de l'organisation Non-violence et démocratie au Moyen-Orient, basée à Jérusalem.

Les intervenants ont abordé le rôle des acteurs internationaux, en particulier les États d'Afrique, dans la promotion de la paix à Jérusalem, ainsi que l'importance de la société civile en Afrique et ailleurs dans la sensibilisation à ces enjeux. À cet égard, M^{me} Nusseibeh a souligné le besoin urgent pour l'autonomisation des organisations non-gouvernementales palestiniennes, soulignant que le tissu social devenait fragmenté en raison des efforts israéliens d'annexion.

Enfin, la séance de clôture a été marquée par les exposés de Mohammed Ouzzine, Secrétaire d'État marocain aux Affaires étrangères et à la coopération; Riyad Mansour, Observateur permanent de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies; et Zahir Tanin, Chef de la délégation du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

Soulignant la responsabilité collective de la communauté internationale à agir sur ce qui était devenu un consensus presque universel sur la voie à suivre pour réussir le processus de paix, M. Mansour a déclaré que la présidence de Barack Obama a constitué une opportunité. « Un moment historique nous a été offert malgré l'obscurité », a-t-il noté tout en appelant à la participation de tous les pays.

* * * * *